

Expérience d'Apprentissage en direct : *Au-delà de la réponse immédiate à l'épidémie*

Égalité et accessibilité en temps de pandémie.

Note d'information et d'apprentissage
20.05.2020

Pour plus d'informations,
veuillez contacter :
policy@uclg.org





L'expérience conjointe d'apprentissage en direct (LLE), développée par CGLU, Metropolis, World Enabled, BMZ, GIZ et ONU-Habitat, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat plus large au sein de l'initiative Cities4All et les recommandations politiques du circuit Townhall sur les villes accessibles et inclusives, ont rassemblé les Gouvernements Locaux et Régionaux (GLR), leurs associations et les organisations partenaires pour promouvoir un échange significatif sur la garantie de l'égalité et de l'accessibilité durant la pandémie.

Gouvernements locaux et régionaux, accessibilité et COVID-19

Malgré les opportunités et les politiques innovantes de l'urbanisation, la réalité est que l'ère urbaine n'est pas accessible à tous. La pandémie COVID-19 a entraîné une perturbation rapide de la vie quotidienne des populations du monde entier au cours des derniers mois et a mis en évidence les inégalités croissantes dont les communautés marginalisées sont les plus touchées aujourd'hui. Les gouvernements locaux et régionaux, en première ligne de cette crise, jouent un rôle essentiel dans la protection des droits humains en fournissant des services publics équitables et en sensibilisant le public aux informations susceptibles de sauver des vies. Dans cette optique, les gouvernements locaux et régionaux doivent assurer et être responsables de la pleine participation de tous les citoyens pour développer et encourager des politiques publiques, des législations, des plans et des programmes inclusifs pour faire face à la pandémie et garantir un avenir plus équitable.

Nombre des réponses utilisées pour communiquer des informations, maintenir les personnes au travail et les étudiants dans les écoles, entretenir les liens culturels et permettre aux personnes de poursuivre un traitement médical non lié au COVID ont fait partie des demandes d'accessibilité et d'aménagement raisonnable avant cette pandémie, en particulier pour les 25 % de la population représentant les personnes en situation de handicap et les personnes âgées. Plus de la moitié des personnes en situation de handicap et des personnes âgées vivent aujourd'hui dans des villes et des villages et continuent de rencontrer de nombreux obstacles à leur intégration et à leur pleine sécurité, en raison de l'inaccessibilité de l'environnement bâti, numérique et social.





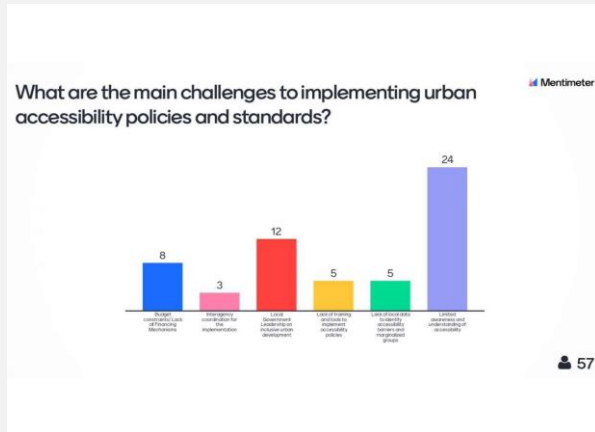
Pendant la phase de reprise de COVID-19, nous ne pouvons douter que l'égalité et l'accessibilité seront au cœur de notre programme municipal, et qu'elles ouvriront également de nouvelles possibilités d'évolution vers l'égalité sociale, la solidarité et la résilience dans les villes. Dans la perspective de l'après COVID-19, les gouvernements locaux et régionaux s'engagent à déployer des efforts ciblés pour soutenir les plus vulnérables dans nos villes, à encourager la solidarité entre les territoires et à mettre en place des mesures locales contre la discrimination et l'exclusion.

Les gouvernements locaux et régionaux ne peuvent pas réaliser seuls cette transformation. Suite à la co-création et aux résultats politiques du processus du circuit Town Hall du Sommet Mondial des dirigeants locaux et régionaux de 2019, nous devons nous tourner vers un dialogue efficace et stratégique avec la société civile et les autres parties prenantes pour co-crédier des politiques et des programmes qui favoriseront des processus inclusifs afin de garantir que les réponses actuelles et futures à la pandémie soient guidées par des principes d'inclusion, à savoir la non-discrimination, l'accessibilité, la participation, des politiques et des programmes urbains inclusifs, le renforcement des capacités et les données pour le développement.

Priorité à l'accessibilité et à la pandémie COVID-19

Durant cette pandémie, l'égalité et l'accessibilité sont plus que jamais essentielles, servant de mécanismes de sécurité, de développement durable et de solidarité. La lutte contre les inégalités sera fondamentale dans notre phase de reprise, mais de quels mécanismes les gouvernements locaux et régionaux ont-ils besoin pour promouvoir l'inclusion ? Quel rôle l'accessibilité peut-elle jouer pour garantir que nous ne laissons personne en chemin dans les interventions d'urgence ? Quelles ressources et quels partenariats peuvent aider à orienter et à localiser les principes de l'inclusion ?





Les participants se sont ensuite vu présenter six défis clés et ont été invités à classer par ordre de priorité trois des choix suivants : "contraintes budgétaires", "coordination inter-agences", "leadership des gouvernements locaux", "manque de formation et d'outils", "manque de données locales", et "sensibilisation et compréhension limitées". Sur les six choix, la majorité des participants ont identifié la **"connaissance et la compréhension limitées de l'accessibilité"** comme le principal défi qui met en évidence la pertinence des réseaux de villes et des

collaborations avec des partenaires sur des thématiques spécifiques pour favoriser des communautés de pratiques dans lesquelles les gouvernements locaux et régionaux peuvent partager les meilleures pratiques, échanger des connaissances, accéder à des ressources et à des formations et piloter des connaissances sur l'inclusion et l'accessibilité dans leur contexte local.

Égalité et accessibilité pendant et après l'épidémie

Garantir une accessibilité efficace et une interruption limitée des services essentiels pendant le COVID-19 sont des piliers essentiels pour garantir une résilience socio-économique équitable, tout en facilitant l'éloignement physique et les ordres de quarantaine. Parallèlement aux prestations de services, il est essentiel que les prestataires de services soient protégés afin de réduire la propagation de l'infection, en particulier dans les milieux vulnérables tels que les établissements de soins sociaux et les installations médicales.





Le manque d'accessibilité dans les plans de prestations de services essentiels des mesures d'intervention du COVID-19 a laissé de nombreuses personnes en situation de handicap et âgées vulnérables à des risques plus élevés non seulement d'infection mais aussi de discrimination et d'isolement. Ce manque de dispositions équitables a également affecté les travailleurs sociaux et leur capacité à poursuivre leur travail en toute sécurité, à garantir la santé, l'indépendance des personnes dont ils s'occupent et à minimiser la pression sur les installations médicales hospitalières/urgentes. Au cours de la session, un consensus s'est dégagé sur la nécessité de mettre en place des mécanismes visant à favoriser un environnement favorable, sur la base des principes d'inclusion du Pacte Mondial sur les villes accessibles et inclusives, afin de garantir que les futures réponses à la pandémie n'aggravent pas les inégalités.



Accessibilité équitable dans la prestation et la protection des services publics

Afin de favoriser un environnement propice à l'inclusion, les représentants et partenaires des gouvernements locaux ont discuté des aspects prioritaires de l'accessibilité des services publics tels que le logement, la mobilité, la distribution alimentaire, la santé et l'éducation. La ville de Banjarmasin a évoqué le concept de filets de sécurité sociale, notamment pour assurer une distribution alimentaire équitable pour tous durant la crise. Les **systèmes de filets de sécurité sociale** devraient être développés en tenant compte des droits humains, en particulier du droit à l'accessibilité. São Paulo a orienté ses filets de sécurité sociale pendant la réponse à la pandémie par le biais d'un centre d'intervention d'urgence pour les dispositions d'accessibilité des appareils d'assistance, tels que les fauteuils roulants et les cannes blanches, afin de garantir que les personnes en situation de handicap, en particulier celles qui se trouvent dans un cadre informel, puissent s'abriter en toute sécurité sur place et gérer leurs soins quotidiens.





Les filets de sécurité sociale de Montevideo se sont concentrés sur la mise en place de services d'épicerie et de livraison de nourriture directement dans les foyers des groupes à risque et des personnes à mobilité réduite, afin de garantir que toutes les personnes puissent rester chez elles en toute sécurité. Ces initiatives attirent l'attention sur la nécessité d'établir des lignes directrices en matière d'accessibilité dans les interventions d'urgence concernant les abris, la mobilité et la distribution de nourriture.

Dans une optique de protection, les filets de sécurité sociale d'Abou Dhabi et de New York visaient la prestation de services sur la sécurité et le maintien des activités socio-économiques de la population. Avant la fermeture complète, Abu Dhabi visait initialement à atténuer l'infection des femmes enceintes qui travaillent, des personnes en situation de handicap et des personnes âgées, en leur donnant un mandat public pour qu'elles travaillent à domicile. En complément des ordres d'isolement, la ville a fourni des services de santé mentale en ligne et des soins médicaux directement au domicile des personnes. À New York, la ville a pris des dispositions pour des services numériques pour ceux qui n'ont pas d'appareils et de connexions à domicile. Grâce aux **normes d'accessibilité numérique** mises en place, les étudiants en situation de handicap ont également pu poursuivre leurs cours en ligne, les écoles ayant commencé à dispenser des cours en ligne pour suivre les politiques de maintien à domicile.

La discussion a également souligné l'importance de la **protection des prestataires de services sociaux**. Les dispositions locales relatives aux équipements de protection sanitaire pour les travailleurs essentiels, tels que les masques et les gants, n'ont pas suffisamment tenu compte des prestataires de services sociaux dans les dispositions relatives à ces ressources.

"Nous sommes conscients que cette pandémie a touché tout le monde, en particulier les plus vulnérables. Abu Dhabi a dû prendre des mesures pour améliorer la prestation de services pour tous"

Bushra Al Mulla, Directeur exécutif du département du développement communautaire, Abu Dhabi

"Nous sommes passés de la prise en compte du handicap à la perspective de l'accessibilité. Il appartient aux gouvernements locaux d'éliminer les obstacles qui découlent de la condition de





handicap" Fabiana Larisa Goyenche Giupponi, Directrice du développement social de Montevideo

Accessibilité à l'information

Lors de la consultation en direct, l'accessibilité à l'information a été considéré comme une question importante pour garantir l'égalité et l'accessibilité durant le COVID-19. Une information actualisée et correcte est une mesure essentielle pour la réponse actuelle à la pandémie dans le monde. Comme souligné précédemment, un consensus majoritaire s'est dégagé sur le fait que l'accessibilité à l'information est une priorité pour garantir l'égalité et l'accessibilité pendant le COVID-19. Les gouvernements locaux et régionaux ont été chargés de traduire les informations nationales dans le contexte local pertinent afin de contribuer à atténuer la propagation du virus. Bien qu'il s'agisse d'une mesure de sécurité essentielle, les informations et les séances d'information publiques sur le COVID-19 ne sont toujours pas accessibles à tous. Le manque d'accessibilité aux informations vitales pendant la réponse à la pandémie a exacerbé les vulnérabilités des groupes à risque, en particulier pour les personnes en situation de handicap et celles ayant une accessibilité limitée aux technologies de l'information et de la communication.

À l'issue de la consultation en direct, les intervenants ont mis en avant les mesures mises en place au niveau local pour garantir le droit des personnes à l'information en assurant que **tous les messages et les mises à jour relatifs au COVID-19 soient disponibles et accessibles**. À Banjarmasin et à New York, toutes les informations relatives au COVID-19 ont été diffusées avec un sous-titrage, et en langue des signes nationale (indonésienne et américaine). En plus de l'interprétation en langue des signes, New York et São Paulo ont utilisé des canaux de service accessibles pour relayer et communiquer les informations, avec la possibilité d'une information et d'une communication par SMS mobile avec la ville et d'une information en ligne sur la page web de la ville optimisée pour l'accessibilité.

En prenant en compte une communication non discriminatoire et participative dans la planification et les stratégies urbaines, en particulier dans les interventions d'urgence, les gouvernements locaux et régionaux peuvent prendre des mesures directes pour localiser les droits humains et assurer des mesures de sécurité équitables pendant et après l'épidémie.

"Conscients de l'importance de ces migrants et de les réintégrer après le coronavirus, on a commencé à penser à établir une stratégie





de réintégration économique des migrants, comment améliorer l'accessibilité au service public, l'accessibilité à l'information, et le plus important c'est la numérisation qui va beaucoup faciliter en ce sens-là" Imen Ourdani, Maire adjoint de Sousse

Inclusion sociale et engagement multipartite

L'urgence sanitaire et sociale, associée à des mesures d'éloignement physique et d'isolement, a encore plus marginalisé les communautés qui étaient déjà vulnérables et invisibles dans le développement urbain avant le COVID-19.

Les réponses locales détaillées au cours de la session en vue de localiser les politiques et programmes urbains inclusifs pour traiter les inégalités existantes et nouvelles, ont souligné l'importance de l'engagement communautaire participatif pour développer, adapter et fournir rapidement ainsi qu'efficacement des mesures d'intervention d'urgence inclusives. À Banjarmasin et Sousse, les villes ont bénéficié d'un **engagement multipartite et de partenariats** antérieurs avec des organisations de la société civile, le secteur privé, pour aider à la production et à la diffusion d'équipements de protection individuelle. Banjarmasin travaille directement avec les membres de la communauté pour développer et maintenir une cuisine locale, afin de fournir des aliments nutritifs à la communauté. En outre, la ville a collaboré avec des partenaires de l'État et du secteur privé pour produire et distribuer des masques médicaux transparents afin de surmonter les obstacles à la communication que constituent les masques traditionnels. La ville de Sousse a travaillé avec des partenaires au sein de son comité multipartite sur le développement social afin de faciliter le don de ressources pour les communautés vulnérables. À São Paulo, le partenariat direct et le dialogue régulier avec les organisations locales de personnes en situation de handicap ont aidé la ville à suivre la situation en matière de nourriture et de dispositions sanitaires pour les personnes en situation de handicap.

Les gouvernements locaux ont également saisi cette occasion pour s'attaquer à la **fracture numérique**, des exemples de Montevideo et d'Helsinki ayant mis en place des centres d'information et de communication numériques et des points de service garantissant que ceux qui ont des difficultés à accéder à l'internet ou à l'information sur l'internet puissent participer à des communautés en ligne, à des discussions et recevoir des informations actualisées. Le thème de l'inclusion numérique et de l'utilisation des technologies d'avant-garde pour l'inclusion sociale est devenu un service essentiel pour lutter contre les inégalités, tant pendant qu'après le COVID.





Une intervention importante de la ville de Sousse, a parlé de la reconnaissance par les autorités locales de la diversité culturelle et des services de soutien pour faciliter les célébrations culturelles, même en temps de crise. Sousse a fourni des services de soutien sanitaire à la communauté musulmane d'Afrique subsaharienne afin qu'elle puisse suivre en toute sécurité les célébrations culturelles pendant le confinement. La ville voulait encourager la solidarité et s'assurer que toutes les communautés se sentent respectées et incluses.

Dans l'ère post-COVID, ***l'inclusion sociale jouera sans aucun doute un rôle central dans le développement futur de nos villes***. Les gouvernements locaux et régionaux ne peuvent pas réaliser seuls cette transformation urbaine inclusive. Des partenariats plus solides et plus significatifs avec un éventail diversifié de parties prenantes, en particulier la société civile, seront essentiels et sont indispensables pour garantir que nous ne laissons personne de côté.

"Les groupes vulnérables, notamment les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et les pauvres des villes sont les plus touchés par l'épidémie, c'est pourquoi Banjarmasin a préparé un filet de sécurité sociale par la distribution d'aide et de nourriture de base, en particulier pendant le Ramadan" H Ibnu Sina, Maire de Banjarmasin.

"Le bureau à domicile et le télétravail sont une grande opportunité pour les personnes en situation de handicap car ils permettent d'égaliser les compétences et de réduire les préjugés" Cid Torquato, Commissaire au bureau du maire des personnes en situation de handicap, São Paulo.

Gouvernance basée sur les données et évaluation des communautés vulnérables en temps de crise

Pour des réponses locales plus efficaces, la consultation et le débat en direct ont mis en évidence la nécessité de disposer de ***données plus désagrégées*** pour identifier et planifier des stratégies permettant d'évaluer et de traiter les vulnérabilités et les obstacles dans les environnements bâtis, numériques et sociaux de nos villes. En termes de données, New York et São Paulo ont établi des données locales





désagrégées, qui incluent le handicap et ont été à la base de leur réponse initiale d'urgence.

Les données de São Paulo se sont avérées essentielles pour identifier les personnes en situation de handicap qui se trouvaient dans des situations de vulnérabilité, comme celles qui n'avaient pas d'abri, et pour informer leur prestation de services et la fourniture d'aménagements essentiels tels que la nourriture et les appareils d'assistance. À Sousse, la ville utilise les données sur les flux migratoires pendant la pandémie, pour préparer des stratégies de réintégration de la population migrante pendant la phase de rétablissement.

Pour compléter les données et informer les actions lorsque des données font défaut, les présentations ont également souligné l'importance de **mécanismes d'évaluation** efficaces, ce qui complète la nécessité d'un engagement communautaire et de partenariats multipartites. À New York, la ville a ouvert un canal de communication accessible grâce à des réunions virtuelles hebdomadaires avec la communauté des personnes en situation de handicap (défenseurs, prestataires de services, etc.). Cet outil d'engagement civique a été un mécanisme essentiel pour informer, identifier les lacunes et adapter la réponse locale. À Helsinki, la ville a directement touché les personnes de plus de 70 ans pendant le confinement, ce qui a permis d'évaluer et de fournir une assistance pour les activités quotidiennes ou les articles nécessaires. Montevideo a également adopté une approche proactive grâce à sa ligne téléphonique d'assistance 24 heures/24 et 7 jours/7 pour évaluer et cartographier les obstacles et les communautés vulnérables ayant une accessibilité limitée aux services pendant le confinement.

L'utilisation de données désagrégées et de mécanismes d'évaluation inclusifs met en évidence le leadership des gouvernements locaux dans les actions rapides et les mesures d'adaptation, ce qui donne la priorité aux droits humains comme base de la réponse à la pandémie au profit de nos diverses communautés. Ces canaux d'évaluation ouverts ont également été un outil efficace pour comprendre et combattre la discrimination et le harcèlement à l'encontre des personnes âgées et des personnes en situation de handicap pendant la pandémie.

"Lors de la première vague, nous avons appelé toutes les personnes de plus de 80 ans à Helsinki, et celles de plus de 70 ans, pour vérifier comment elles allaient et si elles avaient besoin d'aide"





Johanna Seppala, Chef de l'unité "Participation et information" au bureau exécutif de la ville, Helsinki.

"Nous voulons vraiment que les gens regardent la personne, et non le handicap, afin qu'ils reçoivent les soins qu'ils méritent" Victor Calise, Commissaire, Bureau du maire sur les personnes en situation de handicap, NYC

Reconstruire en mieux: Égalité et accessibilité pendant et après l'épidémie

Les partenaires de CGLU et de World Enabled, dont la Banque mondiale, l'UNICEF, l'envoyé spécial des Nations unies pour l'accessibilité et Metropolis, ont souligné la nécessité de créer des synergies dans les initiatives pour l'égalité et l'accessibilité par une approche multidimensionnelle : synchroniser les données et les informations des gouvernements locaux et régionaux au niveau mondial (avec des enquêtes communes) ; accorder une attention particulière à chaque partie de ce groupe hétérogène (comme les enfants, par exemple) ; et mettre en œuvre des politiques et des services publics inclusifs. Reconnaisant les possibilités de mieux reconstruire et de s'attaquer efficacement aux inégalités dans la réponse aux pandémies et dans notre monde post-COVID-19, la discussion a laissé des recommandations claires sur la voie à suivre, notamment :

1) Garantir l'accessibilité et l'égalité fait partie intégrante de la prestation et de la protection des services publics

La prestation de services publics est essentielle à la réponse globale au COVID-19 et nous devons tous nous efforcer de garantir que toutes les personnes soient dûment protégées et informées. À cette fin, il est essentiel de veiller à ce que les services soient accessibles et à ce que la prestation non discriminatoire. Cela implique de veiller à ce que les services soient fournis à tous les citoyens, y compris aux plus vulnérables et à ceux qui vivent et travaillent dans des contextes informels, de garantir la protection de tous les prestataires de services travaillant sans relâche en première ligne et de favoriser un environnement favorable fondé sur les principes d'inclusion afin de garantir que les personnes en situation de handicap et les





personnes âgées présentant des risques d'infection plus élevés ainsi que la discrimination et l'isolement soient protégés et non laissés pour compte. La session a clairement montré que la fourniture de services totalement accessibles, ouverts et transparents est un pilier essentiel pour maintenir et promouvoir la résilience socio-économique pendant et après la crise.

2) Accessibilité non discriminatoire à la communication et à l'information

L'accessibilité à l'information est essentielle pour garantir que les personnes disposent d'informations précises et en temps utile sur la pandémie et la disponibilité des services pendant et après l'épidémie. Les gouvernements locaux et régionaux ont les compétences et la responsabilité de veiller à ce que tous les résidents et les visiteurs aient accès aux informations vitales dans des formats multiples qui tiennent compte des vulnérabilités liées à l'accès limité à l'internet et aux technologies de l'information et de la communication. Les méthodes comprennent la garantie de l'accessibilité de tous les briefings avec sous-titrage, la garantie de lignes de communication ouvertes et inclusives pour aider à lutter contre la discrimination et le harcèlement, la fourniture d'infrastructures numériques pour que tous les citoyens puissent accéder à l'information et à l'éducation, et des centres numériques accessibles à tous équitablement aux dispositifs technologiques et aux informations en ligne.

3) Garantir le renforcement des capacités en matière d'intégration de l'accessibilité et de la conception universelle dans tous les secteurs gouvernementaux

Pour concevoir et mettre en œuvre correctement des programmes inclusifs qui donnent la priorité à des environnements universellement accessibles, sûrs et diversifiés au cœur de la réponse à la pandémie, les gouvernements locaux et régionaux doivent privilégier les mécanismes qui permettent aux autorités de s'attaquer pleinement aux inégalités structurelles auxquelles les citoyens sont confrontés au quotidien. Cela signifie qu'il faut favoriser des environnements favorables avant la pandémie par le biais de mesures législatives en faveur des droits humains, des mécanismes de planification et de prise de décision participatives, de la promotion de la coordination interinstitutionnelle pour intégrer la conception et l'accessibilité universelles, et des initiatives visant à lutter contre les attitudes et les croyances discriminatoires à l'égard des populations vulnérables, en particulier les





personnes en situation de handicap et les personnes âgées, d'un leadership et de budgets locaux qui favorisent l'inclusion, des services de santé accessibles et une sécurité et une indépendance équitables. Ces piliers d'évaluation sont essentiels pour permettre aux communautés d'être préparées et résistantes et pour donner aux gouvernements locaux et régionaux les moyens d'assurer une réponse équitable et accessible à la pandémie avec des mesures de redressement.

4) Collaboration multipartite en matière de préparation aux catastrophes, de gestion et de rétablissement ainsi que de planification et d'actions post-rétablissement

L'inclusion des groupes de la société civile dans le processus décisionnel s'avérera également essentielle pour garantir que personne et aucune place ne soit laissée de côté. Les organisations de base assurent une bonne coordination entre les communautés et les institutions locales en se concentrant aux besoins des personnes sur le terrain en tant qu'organisations les plus proches des citoyens. Les gouvernements locaux et régionaux reconnaissent l'importance d'une collaboration ascendante avec les différentes communautés organisées au niveau international et la société civile afin de garantir la création d'un espace de dialogue structurel, comme le prévoit le processus du circuit *Town Hall* issu du Sommet Mondial des dirigeants locaux et régionaux de 2019. Dans ce contexte, les gouvernements locaux et régionaux doivent continuer à soutenir le dialogue avec la société civile et la collaboration entre les différentes parties prenantes afin de co-crée des politiques et des programmes qui favoriseront des processus inclusifs garantissant nos réponses actuelles et futures à la pandémie guidées par des principes d'inclusion.

5) Gouvernance basée sur des données désagrégées et évaluation des barrières à l'inclusion

La gouvernance fondée sur les données est essentielle pour garantir la prise en compte des divers besoins de toutes les facettes de la population pendant et après la pandémie. C'est notamment le cas pour reconnaître et répondre aux droits et aux besoins des plus vulnérables, parmi lesquels les personnes en situation de handicap et les personnes âgées vivant dans des cadres informels avec un soutien limité des services et des autorités publiques. En outre, cette situation peut être exacerbée par l'inégalité d'accessibilité à l'internet et aux services numériques pour les citoyens. Au cours de la session, il a été clairement établi que la gouvernance basée sur les données et les outils d'aide aux citoyens peut contribuer à protéger les droits et la





santé de nos communautés. Pour mieux servir toutes les facettes de la population et répondre aux inégalités socio-économiques croissantes, encore exacerbées en temps de crise, les gouvernements locaux et régionaux doivent comprendre de manière adéquate les lacunes et les besoins de leurs communautés grâce à des données ventilées par genre, handicap et âge.

Pour compléter la désagrégation des données, les gouvernements locaux et régionaux doivent développer des mécanismes permettant de mener des évaluations des obstacles dans le cadre d'un dialogue direct et d'une coordination avec la société civile. Les mécanismes d'évaluation participative aideront les autorités locales à adapter rapidement les réponses à la pandémie pour faire face aux vulnérabilités locales.

6) Comblent la fracture numérique pendant et après l'épidémie

L'impératif d'inclusion numérique est là et dictera l'avenir de l'égalité dans les villes. Les gouvernements locaux et régionaux seront au cœur de cette transformation, elles devraient être soutenues par les gouvernements nationaux et les organisations internationales dans la mise en place de structures réglementaires souples, la spécification de normes, de politiques d'achat et de directives qui garantissent l'accessibilité et la facilité d'utilisation des produits et services numériques pour tous. Les gouvernements locaux devraient également soutenir activement les programmes visant à garantir que les technologies émergentes peuvent maximiser les avantages qu'elles procurent et minimiser leurs inconvénients en collaborant avec les organisations de la société civile, les universités, le secteur privé, les décideurs politiques, les organisations de personnes en situation de handicap et les organisations de personnes âgées.

*Les points recommandés ci-dessus rappellent les engagements politiques approuvés par l'Assemblée Mondiale des gouvernements locaux et régionaux à la suite de l'assemblée générale sur les villes accessibles et inclusives, qui ont répondu à la nécessité de renforcer les capacités et la sensibilisation et ont appelé à la formulation d'une **Communauté mondiale de pratique sur les villes accessibles et inclusives** ; un espace où les villes peuvent dialoguer pour les gouvernements locaux et les acteurs urbains afin d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques sur le développement urbain inclusif, de développer des outils pour mettre en œuvre les principes du [Pacte mondial sur les villes accessibles et inclusives](#) et de créer des*





partenariats pour accélérer la mise en œuvre locale, le développement, l'évaluation sur l'inclusion et la développement durable.

Ressources

- Document d'orientation sur les villes accessibles et inclusives PDF [AN](#), [ES](#), [FR](#)
- Version audio du document d'orientation sur les villes accessibles et inclusives [EN](#), [ES](#), [FR](#)
- [Informations basées dans la série Word Enabled Equity and Access in Times of Pandemic](#)
- [Transcription de la session](#)
- Enquête pilote [Villes pour tous COVID-19 "Inclusive & Accessible Cities"](#)
- [Transport Justice : Concevoir des systèmes de transport équitables](#)
- Information sur le COVID-19 en NYC : [GET FOOD NYC](#), [NYC COVID Disability Services Facilitators](#), [NYC Human Rights](#), [NYC MOPD](#), [NYC Digital Accessibility Resources](#)

